



000000003
AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2022 DU 22 MARS 2022. POUR
**LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE LA
REALISATION D'UNE ETUDE SUR LES TENDANCES DE L'ACTIVITE DE
CERTIFICATION ELECTRONIQUE AU CAMEROUN ET LES MECANISMES DE
DEVELOPPEMENT D'UN MARCHE LOCAL DE LA CERTIFICATION.**

1. Contexte et justification

L'économie numérique est un nouveau concept au Cameroun et le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) va d'avantage permettre à un très grand nombre de Camerounais d'être connecté à la toile mondiale au vue de la deuxième composante de ce projet « la stimulation du marché local en facilitant l'accès à Internet et l'utilisation inclusive des TIC dans le tissu de développement économique du pays ». Ce processus de développement de l'économie numérique en cours au Cameroun ne pourra atteindre sa vitesse de croisière sans la mise en place d'une sécurité électronique adéquate.

Il est donc nécessaire de prendre en compte la mise en œuvre de dispositifs de protection efficace, à l'instar des dispositifs de la certification électronique.

La certification électronique est une arme efficace de lutte contre la cybercriminalité ; l'usage du certificat électronique dans les transactions électroniques est une piste à vulgariser. Véritable rempart contre l'usurpation d'identité, il permet au destinataire d'un mail d'en vérifier l'émetteur ; il permet également de garantir la confidentialité des données échangées.

Au regard de ces éléments, les institutions et les entreprises doivent accélérer le processus de l'utilisation de certificats pour sécuriser leurs échanges de données, à l'heure de la mise en œuvre de l'économie numérique.

Alors que les pays du monde entier progressent dans le domaine de l'administration électronique, toutes les activités hors ligne sont en train d'être modifiées notamment le commerce électronique, les services bancaires en ligne etc.

En outre, le gouvernement camerounais entreprend d'automatiser et de numériser ses archives par le processus de la gouvernance électronique ; beaucoup de données sensibles seront alors dictées et cela appellera à la sécurisation de ces archives.

La loi n°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun a jeté déjà les bases de l'activité de la certification électronique au Cameroun. En son article 10, elle stipule que l'activité de certification électronique est soumise à une autorisation préalable et exercée par des autorités de certification accréditées et le décret n° 2012/1318 /PM du 22 mai 2012 fixe également les conditions et les modalités d'octroi de l'autorisation d'exercice de cette activité.

Malgré tout cet arsenal juridique en vigueur depuis 2012 et la montée croissante des services en ligne, il n'existe pas encore d'Autorité de Certification électronique accréditée au Cameroun. Ce secteur d'activité traîne le pas et est presque inactif. Il serait nécessaire de savoir quels sont les problèmes qui plombent ce secteur, les contraintes qui s'y trouvent afin d'y apporter les solutions possibles capables de le booster.

Par ailleurs, l'ANTIC est une structure publique qui assure la certification électronique pour les services gouvernementaux et est censée être un organisme de régulation pour le secteur privé même si pour le moment les Autorités de Certifications accréditées n'existent pas encore.

D'où la nécessité pour le Ministère des Postes et Télécommunications, de mener une étude sur les *« tendances de l'activité de certification électronique au Cameroun et les mécanismes de développement d'un marché local de la certification »*.

2. Consistance des prestations

Les missions du consultant se dérouleront en deux phases consistant en :

Phase 1 : état des lieux et diagnostic

Il s'agit de collecter des données relatives à l'état des lieux de la certification électronique.

a) états des lieux

- identifier les banques et autres institutions financières disposant d'une infrastructure à clé publique ;
- identifier les structures bancaires sous-traitante dans la certification électronique;
- identifier les structures disposant des infrastructures d'hébergement et exerçant dans la certification sur le territoire national ;
- identifier les autres structures exerçant une activité de certification électronique (émettrices, utilisatrices et vendeuses) des certificats électroniques au Cameroun;
- identifier les types de certificats utilisés au Cameroun repartis par structure ;
- collecter les données relativement à l'activité de ces certificats (tarif moyen par type de certificat, nombre de certificats utilisés par an et chiffre d'affaire annuel de l'activité de la certification au Cameroun, etc.) ;
- identifier tous les textes réglementaires en rapport avec la certification électroniques ;
- relever les pertes de toute nature engendrées par la non utilisation de la certification électronique dans le cyber espace national ;
- faire un benchmark des pratiques en matière de certification électronique dans les pays de niveau de développement comparable au Cameroun ;

b) diagnostic

- exploiter et analyser les données issues de la collecte ;
- évaluer l'apport de l'activité de certification électronique sur la sécurité du cyber espace national;
- ressortir les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces liées à l'activité de certification électronique au Cameroun.
- en déduire les problèmes qui entravent le développement d'un marché local de la certification sur tous les plans notamment les plans législatifs, réglementaires, institutionnels, organisationnels, techniques et technologiques.
- analyser les causes ainsi que les effets de ces problèmes.
- ressortir les enjeux économiques du marché de la certification électronique notamment sur la vente des certificats TLS et l'utilisation de la signature électronique par les entreprises et les particuliers.

Phase 2: propositions concrètes pour le développement d'un marché local de la certification électronique. Il s'agira pour cette phase de proposer un plan stratégique de développement d'un marché local de certification en ressortant entre autres, les insuffisances du cadre légal, réglementaire, institutionnel, organisationnel, technique et technologique.

3. Participation

La participation à la présente consultation est ouverte aux cabinets ou bureau d'études spécialisés dans le domaine de la sécurité des réseaux et système d'information.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives ;

- Section 2 : Dossier technique.

4.1. Section 1 : pièces administratives (enveloppe A)

La section 1 comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- copie certifiée, par le service des impôts, de l'attestation d'immatriculation ;
- copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- attestation de non redevance (copie certifiée, par le service des impôts) ;
- attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

4.2. Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste du personnel clé et les copies des diplômes et des CV datés et signés de chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières (marchés et lettres commande...) ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR).

5. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

5.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

5.2. Critères de qualification

5.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

- Compréhension du mandat de la mission (contexte, objectifs, méthodologie, résultats, planning de réalisation) 20 points ;**
- Expérience du cabinet (au moins 05 ans dans la réalisation des prestations du domaine des TIC) 05 points ;**
- Expérience du personnel clé.....50 points ;**

Poste	Qualifications	Notation
Chef de mission	Ingénieur Telecom/Informatique, BAC + 5, ayant au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de la sécurité des réseaux et système d'information. Il doit être détenteur d'au moins l'une des certifications suivantes : PECB ISO2700X, EC-COUNCIL, ISACA	20 points
Expert N°1	ingénieur en informatique BAC + 5, spécialiste en génie logiciel et justifiant de 5 ans d'expérience. Il doit être détenteur d'au moins l'une des certifications suivantes : PECB ISO2700X, EC-COUNCIL, ISACA	10 points
Expert N°2	Un ingénieur en sécurité réseau ou tout autre diplôme équivalent, Bac+5, notamment dans la cryptographie. Il doit être détenteur d'au moins l'une des certifications suivantes : PECB ISO2700X, EC-COUNCIL, ISACA	10 points

Expert N°3	Un statisticien-économiste, ingénieur (BAC+5) justifiant d'au moins cinq (05) années d'expérience dans le domaine des statistiques et de l'économie	10 points
TOTAL		50

d) Références du candidat.....20 points.

N°	Désignation	Notation
01	Les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires (système d'information)) : 10 points par référence.	20
Total		20

e) Moyens techniques, matériels et logistiques du travail5 points ;

- ✓ Matériel informatique et bureautique2.5 points
- ✓ Rétro ou vidéo projecteur2.5 points

NB : Matériels et équipements (pièces justificatives : facture. En cas de location, un contrat avec la société de location est exigée)

N.B : Justifier chaque contrat exécuté par une copie de la première et dernière page et un Procès-verbal de réception des prestations.

6. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le **21 Avril 2022** à 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2022 DU
POUR LA PRESELECTION DES CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ETUDE SUR LES TENDANCES DE L'ACTIVITE DE CERTIFICATION ELECTRONIQUE AU CAMEROUN ET LES MECANISMES DE DEVELOPPEMENT D'UN MARCHE LOCAL DE LA CERTIFICATION.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

7. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Sécurité des Réseaux et des Systèmes d'Information, porte 108, Ministère des Postes et Télécommunications, bâtiment annexe. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt./-2

Le Ministre des Postes et Télécommunications



Mme Li Likeng
née Mendomo Minette



000 000 000 3 CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST 22 MAY 2022
No. /AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2022 OF FOR
SHORTLISTING CONSULTING FIRMS OR COMPANIES FOR THE REALISATION OF
A STUDY ON THE TRENDS OF THE ELECTRONIC CERTIFICATION ACTIVITY IN
CAMEROON AND MECHANISMS FOR DEVELOPING A LOCAL CERTIFICATION
MARKET. 2

1. Background and justification

Digital economy is a new concept in Cameroon and the Project to Accelerate Digital Transformation in Cameroon (PATNUC) will further enable a very large number of Cameroonians to be connected to the World Wide Web in view of the second component of this project "the stimulation of the local market by facilitating access to the Internet and the inclusive use of ICTs in the economic development fabric of the country". This process of development of the digital economy underway in Cameroon will not be able to reach cruising speed without the establishment of adequate electronic security.

It is therefore necessary to take into account the implementation of effective protection devices, such as electronic certification devices.

Electronic certification is an effective weapon in the fight against cybercrime; the use of electronic certificates in electronic transactions should be popularised. A real bulwark against identity theft, it enables the recipient of an e-mail to verify the sender; it also guarantees the confidentiality of data exchanged.

In this light, institutions and businesses need to accelerate the process of using certificates to secure their data exchanges as the digital economy takes hold.

As countries around the world move towards e-government, all offline activities are being changed including e-commerce, online banking etc.

In addition, the Cameroon government is undertaking to automate and digitize its archives through the process of e-governance; a lot of sensitive data will then be dictated and this will call for the securing of these archives.

The Law No. 2010/012 of 21 December 2010 on Cybersecurity and Cybercrime in Cameroon has already laid down the foundation of electronic certification activity in Cameroon. In its article 10, this Law stipulates that electronic certification activity is subject to a prior authorisation and is performed by accredited certification authorities and Decree No. 2012/1318/PM of 22 May 2012 also sets out the terms and conditions to grant the authorisation to perform this activity.

Despite this arsenal of legal instruments in force since 2012 and the constant increase of online services, Cameroon does not yet have an Accredited Electronic Certification Authority. This sector of activity is lagging and is almost still. It is absolutely necessary to know which problems are plaguing this sector, the constraints embedded in order to provide the potential solutions able to trigger the sector.

However, NAICT is a public structure that provides electronic certification for government services and is also to act as a regulatory organisation for the private sector even though Accredited Certification Authorities do not currently exist.

Hence, the need for the Ministry of Posts and Telecommunications, to conduct a study on the *“Trends of electronic certification activity and mechanisms for developing a local certification market”*.

2. Description of services

The consultant missions will take place in two phases including:

Phase I: inventory and diagnosis

At this phase, he/she shall collect data on the inventory of electronic certification.

a) Inventory

- Identifying banks and financial institutions with a public key infrastructure;
- Identifying the subcontracting banking structure within the electronic certification sector;
- Identifying structures with hosting infrastructure and which are carrying out certification over the national territory;
- Identifying other structures carrying out electronic certification activity (transmitter, user and seller) of electronic certificates in Cameroon;
- Identifying the type of certificates used in Cameroon distributed per structure;
- Collecting data related to the activities of these certificates (average rate per type of certificate, number of certificates used per year and the annual turnover of the certification activity in Cameroon, etc.);
- Identifying all regulatory texts related to electronic certifications;
- Recording losses of all kinds resulting from the non-use of electronic certification in the nation cyberspace;
- Establishing a benchmark of practices related to electronic certification in countries of a comparable development level as Cameroon

b) Diagnosis

- Making use and analysing the data collected;
- Assessing the contribution of electronic certification activity on the national cyberspace security;
- Highlighting the strengths, weaknesses, opportunities and threats related to electronic certification activity in Cameroon.
- Presenting the issues that hamper the development of local certification market at all levels including at the legislative, regulatory, institutional, organisational, technical and technological levels.
- Analysing the causes and effects of these issues;
- Presenting the economic challenges of electronic certification market namely on the sale of TLS certificates and the use of electronic signature by companies and individuals.

Phase 2: making concrete proposal for the development of the local electronic certification market. At this phase the consultant will have to propose a strategic plan for the development of a local certification market by highlighting among others, the shortcomings of the legal, regulatory, institutional, organisational, technical and technological.

3. Participation

Participation to this consultation is open to firms and consulting firms specialised in the field of network and information system security.

4. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Volume 1 : Administrative documents;
- Volume 2: Technical documents.

4.1. Volume 1: Administrative documents (envelope A)

Volume 1 shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) Certified true copy of registration certificate provided by the tax service;
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) tax clearance certificate (certified copy, by the tax service);
- e) a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance.

4.2. Volume 2: Technical file (envelope B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of key staff and copies of certificates and CVs dated and signed by each expert;
- references of the consulting firm for similar works executed during the past five (05) years (contracts and order letters...);
- Understanding the mandate of the mission (TOR);

5. Evaluation and selection criteria of firms

5.1. Eliminary criteria:

- Incomplete administrative documents;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

5.2. Selection criteria:

5.2. Selection criteria:

The technical bids shall be presented according to the main criteria below:

- a) **Understanding the mandate of the mission (background, objective, methodology, results, implementation schedule)**
20 points;
- b) **Firm's experience (at least 05 years in the performance of services in the ICT sector)**
05 points;
- c) **Experience of key personnel.....50 points;**

Position	Qualifications	Rating
Mission Head	Telecom/IT Engineer, GCE A/L + 5 university studies with at least 10 years of experience in the field of network and information systems security. He must be holder of at least on the following certifications: PECB ISO2700X, EC-COUNCIL, ISACA	20 points
Expert No.1	IT engineer, GCE A/L + 5 years university studies, specialist in software engineering with proven 5 years of experience. He must be holder of at least on the following certifications: PECB ISO2700X, EC-COUNCIL, ISACA	10 points
Expert No.2	A network security engineer or holder of any other equivalent diploma, GCE A/L + 5 years university studies, namely in cryptography. He must be holder of at least on the following certifications: PECB ISO2700X, EC-COUNCIL, ISACA	10 points
Expert No.3	an Economist and Statistician engineer with (GCE A/L + 5) with supporting documents of at least five (05) years of experience in the field of statistics and economics	10 points

TOTAL	50
--------------	-----------

d) Candidate's references.....20 points.

No.	Designation	Rating
01	References of the consulting firm for similar works executed during the past five (05) years (show proof of the execution of similar works (information system)): 10 points per reference.	20
Total		20

e) Technical, material and logistical resources for the work5 points;

✓ Office and IT material2.5 points

✓ Retro or video projector2.5 points

NB: Materials and equipment (supporting documents: invoice. In case of rental, a contract with the rental company is required)

N.B: Justify each contract performed with a copy of the first and last page as well as the certificate of successful completion of the services.

6. Submission of files.

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelope containing two separate envelopes to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than **2.7. AVR 2022** at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. /AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2022 OF FOR
SHORTLISTING CONSULTING FIRMS OR COMPANIES FOR THE REALISATION OF A
STUDY ON THE TRENDS OF THE ELECTRONIC CERTIFICATION ACTIVITY IN
CAMEROON AND MECHANISMS FOR DEVELOPING A LOCAL CERTIFICATION
MARKET.

“To be opened only during the bid-opening session”

7. Additional information

The additional information can be obtained during opening hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Networks and Information Systems Security, Room 108, Ministry of Posts and Telecommunications, Auxiliary Building. Tel.: 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this Call for Expression of Interest. /-P

The Minister of Posts and Telecommunications

